

Monsieur le Recteur,

Notre ministre se félicite régulièrement du fait que la France ait gardé ses écoles ouvertes pendant la quasi-totalité de la crise que nous traversons. Mais grâce à qui ?

La saison des examens s'achève avec un fort sentiment d'écœurement. Comme tous les ans, cela a commencé avec l'épreuve de philosophie, vidée totalement de sa substance par un choix ministériel absurde de laisser les élèves choisir entre leur note de contrôle continu et leur note d'épreuve finale sous prétexte de ne pas les pénaliser. Et donc de ne pas pénaliser qui ? De ne pas pénaliser les élèves qui auraient de toute façon réussi puisqu'ils avaient réussi en contrôle continu, pour laisser composer et persévérer les élèves qui pensaient avoir quelque chose à y gagner... À telle enseigne que les surveillants de l'épreuve de philosophie ont pu observer, pour la première fois de leur carrière, que les plus assidus des candidats n'étaient pas les candidats *a priori* les plus solides. Indice probable d'une épreuve finale reine transformée au mieux en rattrapage obligatoire. Combien d'élèves, dans l'académie, ont planché plus d'une heure? Aucun enseignant ne pourra décemment le reprocher aux élèves. En revanche, c'est un affront méprisant pour les professeurs qui ont préparé pendant un an les élèves à cet exercice, et qui, une fois en position de correcteurs, n'ont plus su quel sens donner à leur intervention dans le système éducatif. Et ce n'était que le début, car ensuite, il y avait les épreuves du Grand Oral. Quel joli nom pour une épreuve si mal organisée. Des jurys composés en dépit du bon sens, quand ils ne furent pas «bricolés» au dernier moment par des collègues dont seule la conscience professionnelle et le souci de ne pas littéralement abandonner les élèves ont conduit à assurer la mission. Des élèves convoqués, puis reconvoqués ou encore qui se présentaient à un endroit à l'heure dite pour devoir courir à un autre lieu au dernier moment. Combien d'incidents ont été recensés? Combien ont réellement eu lieu? Et lorsque, finalement, on regarde le travail de l'élève et sa prestation avec bienveillance, on se dit qu'il est bien dommage de n'avoir pu l'évaluer que sur la forme, car finalement, ils ont aussi des choses à dire, nos lycéens, dans le fond. Globalement donc, un oral surtout frustrant, qui ne montre de notre système éducatif actuel rien de bien grand. Et puis il y eut pour les professeurs de français, le coup de grâce, la correction en quatrième vitesse des épreuves anticipées écrites qui a été exigée d'eux pour le lundi 5 juillet, alors qu'ils avaient passé la semaine précédente à examiner les élèves à l'oral. Ils ne demandaient

pas du temps pour flâner en prétendant à plus qu'un week-end pour corriger. Ils prétendaient au droit de corriger dans des conditions humaines, pour eux comme pour leurs élèves, qu'ils préfèrent corriger avec respect, en ayant et la disponibilité nécessaire à cet exercice grâce à un temps de repos adéquat et le temps de ne pas se contenter de corriger à la va-vite. Entre temps, il faut noter aussi que les sujets du brevet étaient parus. Les professeurs de collège ont alors eu eux aussi droit à leur petite cuillère de vinaigre en découvrant que les élèves devaient composer sur des sujets en lien avec le programme de 4^{ème}. En plus de défavoriser les élèves mis en difficultés par le premier confinement, c'est ignorer et piétiner le travail qui a été fait par les enseignants pour les préparer au brevet tout au long de l'année et pour les aider à remonter la pente et s'accrocher après une année de 4^e plus difficile que pour n'importe quelle autre promotion d'élèves. Ordres, contre-ordres, déconsidération, mépris et finalement... désespoir. Voilà dans quel état d'esprit sont nos collègues en ce début de vacances qui ressemble à une trêve plus qu'à un repos. Les examens ont été dynamités cette année et pour que notre système éducatif s'en relève, il faudra que la raison revienne au sein des administrations décisionnaires et organisatrices car les enseignants, eux, n'en peuvent plus de faire semblant d'être prêts. Et il serait bon que cette raison revienne rapidement, puisque l'Éducation Nationale semble avoir oublié que nous avons vécu deux années de COVID, avec des confinements et des demi-jauges, que les retards et les fragilités s'accumulent pour nos élèves. Comme d'habitude rien n'est prévu pour la rentrée prochaine pour compenser ces lacunes. Au ministère on s'est encore lancé dans une course entre «l'aveuglement» et «l'improvisation», mais si on ignore qui va gagner ce duel, on sait déjà qui va le perdre : les élèves et les enseignants. Les autorités rectores ont un rôle à jouer : tirer la sonnette d'alarme.

Ce ne sont certainement pas les annonces du ministre sur des moyens alloués pour des aides (devoirs faits, AP) qui vont rassurer les équipes déjà exténuées par ces deux dernières années : elles ne veulent pas des HS mais la possibilité de travailler en groupes avec leurs élèves pour répondre réellement à leurs besoins.

Mais le Ministre est-il capable d'entendre qui que ce soit ?!